



Paris, le 10 décembre 2020

Communication interfédérale CGT, CFE-CGC, CFDT et FO

Les quatre fédérations syndicales CGT – CFE-CGC – CFDT – FO alertent les associations d'élus locaux sur les dangers cachés du projet Hercule

Mobilisées depuis plus d'un an sur l'avenir d'EDF et fortes de la mobilisation des salariés pour refuser le projet Hercule, les quatre fédérations syndicales représentatives CGT – CFE CGC Énergies – CFDT – FO Énergies et Mines viennent d'écrire aux grandes associations d'élus du pays sur l'avenir d'EDF pour les alerter sur les multiples dangers du projet de démantèlement d'EDF.

Après les avoir alertés fin novembre, l'interfédérale se réjouit de voir les parlementaires s'emparer de ce sujet et refuser de se voir privés d'un véritable débat au Parlement sur l'avenir d'EDF qui est, faut-il le rappeler, un opérateur public majeur de la Nation.

Après le refus de toute concertation avec les salariés, décider par ordonnance pour écrire l'avenir d'un des principaux opérateurs de la Nation en charge de la transition bas carbone, comme le Président de la République l'a rappelé avant-hier lors de sa visite au Creusot, relèverait d'un passage en force anti démocratique, loin de l'esprit d'une convention citoyenne pour le climat qui cherche à allier défi climatique, participation citoyenne et exigence démocratique.

A l'heure d'une crise qui rappelle l'impératif de souveraineté nationale, l'exigence de protection due par la Nation à ses citoyens et la nécessité de préservation des services publics essentiels, l'interfédérale a souhaité alerter les associations d'élus, et notamment l'AMF, l'AdCF, Régions de France, France Urbaine et la FNCCR, sur la situation d'EDF et Hercule.

Les risques que ce projet de désintégration d'EDF fait peser sur ses missions d'opérateur public, celles d'un service public essentiel, l'électricité, dont certaines relèvent pourtant de la libre administration des collectivités locales garanties par la Constitution de notre République, appellent en effet la mobilisation de tous les élus locaux du pays contre ce projet.

Dans ce contexte et à la veille d'une année 2021 marquée par des échéances électorales majeures pour la vie des territoires, l'interfédérale a souhaité rappeler son opposition catégorique au projet Hercule, bâti en catimini, inspiré des banques d'affaires et soutenu par un État actionnaire sans aucune considération industrielle ou d'intérêt général.

Ce n'est sûrement pas en démantelant le Groupe EDF avec le projet Hercule, qu'EDF sera en mesure de pleinement jouer son rôle au service des enjeux climatiques, énergétiques, humains et industriels des territoires et de la Nation.